



LRD

Pour un moratoire mondial sur les centrales électriques à charbon

A bientôt un an de l'échéance de Copenhague pour décider des objectifs de l'après-Kyoto, il y a de quoi être très inquiet. Le problème du changement climatique est plus grave que ce qu'en dit le quatrième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) paru en 2007, pourtant déjà très préoccupant. Réalisé sur la base des données recueillies jusqu'en 2006, ce document, qui sert de référence officielle à tous les gouvernements du monde, est dépassé.

Des dernières nouvelles sur le climat, toutes très mauvaises, la pire est celle-ci : les opinions publiques et les décideurs ne semblent toujours pas saisir la gravité de ce qui se trame au sein de la biosphère saturée de dioxyde de carbone (CO₂) et autres gaz à effet de serre.

Baisser la concentration

Preuve de l'inconscience qui règne, en 2007, les émissions de gaz à effet de serre ont continué de grimper. Certes, la croissance économique est la principale responsable. Mais la baisse de l'« efficacité-carbone » de l'économie mondiale est aussi en cause. En clair, pour produire un euro aujourd'hui, il faut émettre plus de carbone qu'en 2000. Ce phénomène est attribué au grand nombre de centrales à charbon construites en Chine depuis 2000.

La Chine n'est cependant pas seule à être concernée : le regain d'intérêt pour le charbon touche le monde entier. Et n'épargne ni la France ni la Suisse. Dans ces deux pays, de grosses banques et entreprises investissent à tout va des sommes considérables dans le charbon un peu partout dans le monde. En France même, sept projets de centrales à charbon sont à l'étude.

En fait, le charbon est un levier d'action privilégié pour enrayer la spirale du réchauffement. C'est bien pourquoi le climatologue James Hansen appelle à un moratoire sur la construction de toute nouvelle centrale à charbon sans système de capture et séquestration du carbone. Il soutient qu'il est nécessaire de ramener la concentration en CO₂ dans l'atmosphère dès ce siècle à 350 parties par million (ppm)¹. Si l'on sort du charbon, cela est possible.

De nombreuses organisations lui emboîtent le pas. Et trouvent un écho ! Aux Etats-Unis, huit Etats ont décrété un tel moratoire et la proposition gagne en audience dans les pays anglo-saxons. Paradoxalement, l'Europe, qui se veut à la pointe de la lutte contre le changement climatique, peine à suivre le mouvement. L'Allemagne est, de ce point de vue, un lieu stratégique : c'est un champ de bataille entre investisseurs – dont bon nombre d'étrangers, suisses et français notamment – et opposants au charbon.

La capture et la séquestration du carbone est une option, mais elle n'est pas encore opérationnelle et ne le sera pas à grande échelle avant au moins une décennie. En attendant qu'elle le devienne ou que des solutions miracles apparaissent du côté des renouvelables, il est impératif de tenir la consommation d'électricité en laisse.

Les exercices de prospectives énergétiques qui s'appuient sur les travaux du Giec montrent en effet que seul un scénario très ambitieux en termes de baisse de la consommation d'énergie peut aider à réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre pour rester dans les clous d'un climat compatible avec la paix et la civilisation humaine.

Baisser la consommation d'électricité n'est qu'une composante de la réponse à apporter, mais c'est un passage obligé pour pouvoir laisser le charbon sous terre, au moins pendant une période transitoire. Les solutions pour cela ne sont pas techniques, elles relèvent de l'organisation du marché de l'énergie.

Récompenser la performance

Une première piste consiste à découpler, comme la Californie le fait depuis vingt-cinq ans, la vente d'électricité des revenus des entreprises électriques. C'est ainsi que cet Etat maintient un niveau de consommation d'électricité par habitant 40 % au-dessous de la moyenne nationale des Etats-Unis. C'est énorme !

Une piste qui ne bénéficie pas du recul du temps, mais tout aussi intéressante, est celle que suit le Land de Berlin, d'une économie fondée sur la performance énergétique. Il ne s'agit plus de rétribuer la vente d'énergie, mais de services énergétiques : éclairage ad hoc, appareils en marche uniquement lorsque c'est le moment de les utiliser, etc. Dans la même veine, les Services industriels de Genève sont en passe de créer la première centrale à négawatts – qui se rémunérera sur les watts éparpillés – en Suisse.

Le refus du charbon et le passage à un fonctionnement du marché de l'énergie aussi novateur requièrent beaucoup d'intelligence, de clairvoyance, de vision politique. Mais l'espoir reste de mise lorsqu'on voit la force des mouvements anticharbon dans des pays très engagés dans cette voie, tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Il l'est aussi lorsqu'on repère, ici et là dans le monde, des initiatives de grande ampleur résolument axées vers les économies d'énergie.

Si ces démarches se multiplient, elles auront le pouvoir de tempérer les émissions qui détruisent le climat. De quoi donner aux énergies renouvelables le temps de mûrir pour gagner en efficacité, avec une baisse de leurs coûts à la clef. ■

1) Ou 445 ppm de CO₂ équivalent.

Des watts et des négawatts

- ➔ L'unité d'énergie est le wattheure.
- ➔ 1 kWh = 1 kilowattheure = 1000 wattheures, soit l'énergie fournie par une source de puissance de 1kW pendant une heure.
- ➔ 1 kWh correspond à une heure de cuisson, 11 heures de télévision, 17 heures d'éclairage d'une ampoule à incandescence de 60 W ou 83 heures d'éclairage d'une ampoule équivalente à faible consommation.
- ➔ 1 TWh = 1 térawattheure = 1 milliard de kWh, soit la consommation d'électricité de la ville de Berne en un an.
- ➔ Une source de puissance de 1 mégawatt (MW) (1000 kW) fournit 1 MWh (1000 kWh) en une heure. En réduisant la consommation des appareils électriques, on crée des négawattheures, c'est-à-dire des kilowattheures non consommés.

LRD